

Le supplice sans fin des migrants en Libye



L'UE coopère avec Tripoli pour réduire les flux migratoires, malgré les conditions dans les centres de détention



Ils sont arrivés en fin d'après-midi, blessés, épuisés, à bout. Ce 23 mai, près de 117 Soudanais, Ethiopiens et Erythréens se sont présentés devant la mosquée de Beni Oualid, une localité située à 120 km au sud-ouest de Misrata, la métropole portuaire de la Tripolitaine (Libye occidentale). Ils y passeront la nuit, protégés par des clercs religieux et des résidents. Ces nouveaux venus sont en fait des fugitifs. Ils se sont échappés d'une " prison sauvage ", l'un de ces centres carcéraux illégaux qui ont proliféré autour de Beni Oualid depuis que s'est intensifié, ces dernières années, le flux de migrants et de réfugiés débarquant du Sahara vers le littoral libyen dans l'espoir de traverser la Méditerranée.

Ces migrants d'Afrique subsaharienne – mineurs pour beaucoup – portent dans leur chair les traces de violences extrêmes subies aux mains de leurs geôliers : corps blessés par balles, brûlés ou lacérés de coups. Selon leurs témoignages, quinze de leurs camarades d'évasion ont péri durant leur fuite.

Cris de douleur

A Beni Oualid, un refuge héberge nombre de ces migrants en détresse. Des blocs de ciment nu cernés d'une terre ocre : l'abri, géré par une ONG locale – Assalam – avec l'assistance médicale de Médecins sans frontières (MSF), est un havre rustique mais dont la réputation grandit. Des migrants y échouent régulièrement dans un piètre état. " Beaucoup souffrent de fractures aux membres inférieurs, de fractures ouvertes infectées, de coups sur le dos laissant la chair à vif, d'électrocution sur les parties génitales ", rapporte Christophe Biteau, le chef de la mission MSF pour la -Libye, rencontré à Tunis.

Leurs tortionnaires les ont kidnappés sur les routes migratoires. Les migrants et réfugiés seront détenus et suppliciés aussi longtemps qu'ils n'auront pas payé une rançon, à travers les familles restées au pays ou des amis ayant déjà atteint Tripoli. Technique usuelle pour forcer les résistances, les détenus torturés sont sommés d'appeler leurs familles afin que celles-ci puissent entendre en " direct " les cris de douleur au téléphone.

Les Erythréens, Somaliens et Soudanais sont particulièrement exposés à ce racket violent car, liés à une diaspora importante en Europe, ils sont censés être plus aisément solvables que les autres. Dans la région de Beni Oualid, toute cette violence subie, ajoutée à une errance dans des zones désertiques, emporte bien des vies. D'août 2017 à mars 2018, 732 migrants ont trouvé la mort autour de Beni Oualid, selon Assalam.

En Libye, ces prisons " sauvages " qui parsèment les routes migratoires vers le littoral, illustration de l'osmose croissante entre réseaux historiques de passeurs et gangs criminels, cohabitent avec un système de détention " officiel ". Les deux systèmes peuvent parfois se croiser, en raison de l'omnipotence des milices sur le terrain, mais ils sont en général distincts. Affiliés à une administration – le département de lutte contre la migration illégale (DCIM, selon l'acronyme anglais) –, les centres de détention " officiels " sont au nombre d'une vingtaine en Tripolitaine, d'où embarque l'essentiel des migrants vers l'Italie. Si bien des abus s'exercent dans ces structures du DCIM, dénoncés par les organisations des droits de l'homme, il semble que la violence la plus systématique et la plus extrême soit surtout le fait des " prisons sauvages " tenues par des organisations criminelles.

Depuis que la polémique s'est envenimée en 2017 sur les conditions de détention des migrants, notamment avec le

reportage de CNN sur les "marchés aux esclaves", le gouvernement de Tripoli a apparemment cherché à rationaliser ses dispositifs carcéraux. "Les directions des centres font des efforts, admet Christophe Biteau, de MSF-Libye. Le dialogue entre elles et nous s'est amélioré. Nous avons désormais un meilleur accès aux cellules. Mais le problème est que ces structures sont au départ inadaptées. Il s'agit le plus souvent de simples hangars ou de bâtiments vétustes sans isolation."

Les responsables de ces centres se plaignent rituellement du manque de moyens qui, selon eux, explique la précarité des conditions de vie des détenus, notamment sanitaires. En privé, certains fustigent la corruption des administrations centrales de Tripoli, qui perçoivent l'argent des Européens sans le redistribuer réellement aux structures de terrain.

Cruel paradoxe

En l'absence d'une refonte radicale de ces circuits de financement, la relative amélioration des conditions de détention observée récemment par des ONG comme MSF pourrait être menacée. "Le principal risque, c'est la congestion qui résulte de la plus grande efficacité des gardes-côtes libyens", met en garde M. Biteau. En effet, les unités de la marine libyenne, de plus en plus aidées et équipées par Bruxelles ou Rome, ont multiplié les interceptions de bateaux de migrants au large du littoral de la Tripolitaine.

Du 1er janvier au 20 juin, elles avaient ainsi reconduit sur la terre ferme près de 9 100 migrants. Du coup, les centres de détention se remplissent à nouveau. Le nombre de prisonniers dans ces centres officiels – rattachés au DCIM – a grimpé en quelques semaines de 5 000 à 7 000, voire à 8 000. Et cela a un impact sanitaire. "Le retour de ces migrants arrêtés en mer se traduit par un regain des affection cutanées en prison", souligne Christophe Biteau.

Simultanément, l'Organisation mondiale des migrations (OIM) intensifie son programme dit de "retours volontaires" dans leurs pays d'origine pour la catégorie des migrants économiques, qu'ils soient détenus ou non. Du 1er janvier au 20 juin, 8 571 d'entre eux – surtout des Nigérians, Maliens, Gambiens et Guinéens – sont ainsi rentrés chez eux. L'objectif que s'est fixé l'OIM est le chiffre de 30 000 sur l'ensemble de 2018. Résultat : les personnes éligibles au statut de réfugié et ne souhaitant donc pas rentrer dans leurs pays d'origine – beaucoup sont des ressortissants de la Corne de l'Afrique – se trouvent piégées en Libye avec le verrouillage croissant de la frontière maritime.

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies en a bien envoyé certains au Niger – autour de 900 – pour que leur demande d'asile en Europe y soit traitée. Cette voie de sortie demeure toutefois limitée, car les pays européens tardent à les accepter. "Les réfugiés de la Corne de l'Afrique sont ceux dont la durée de détention en Libye s'allonge", pointe M. Biteau. Cruel paradoxe pour une catégorie dont la demande d'asile est en général fondée. Une absence d'amélioration significative de leurs conditions de détention représenterait pour eux une sorte de double peine.

Frédéric Bobin

© Le Monde

◀ article précédent

"L'Espagne sera solidaire avec...

article suivant ▶

Les accords de Dublin sur les réfugiés,...